

Le comité de réorganisation du Manidem exige un relogement sans condition. Depuis deux semaines, le Manidem dit constater que le gouvernement et ceux qui peuvent compter sur son appui ont repris les opérations de casse sauvage de centaines de modestes maisons dans les quartiers défavorisés de Douala tels que Makepe Missoke, Quartier Bafia, etc.

Sous le fallacieux prétexte de faire respecter les règles d'urbanisme ou de régler un différend foncier, des milliers de compatriotes se retrouvent du jour au lendemain sans toit, vivant comme des bêtes sauvages sur les ruines de leurs maisons. « CELA EST INACCEPTABLE ET INTOLERABLE ! Le Manidem, comme toujours, redit que quelle que soit la raison d'un déguerpissement, il ne doit laisser PERSONNE SANS ABRI. Fort de l'enseignement multimillénaire de nos sociétés traditionnelles, nous disons que personne ne doit dormir dehors, l'étranger y compris ».

Pour cette formation politique détruire sans reloger est une très mauvaise manière de procéder à laquelle « nos pouvoirs publics ont recours depuis toujours dans la plus pure tradition coloniale. Cela est d'autant plus injuste que chacun sait qu'un nombre incalculable de milliards destinés à l'urbanisation et au logement a fini dans les poches des gens du gouvernement et de leurs copains qui prétendent aujourd'hui faire respecter la loi. Les déguerpis sont généralement les plus pauvres d'entre nous et ont consacré toute une vie à bâtir l'unique demeure que leurs maigres moyens les autorisent à avoir ».